

En 150 caractères

Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue, par ses analyses et ses propositions, à l'action publique et éclaire le débat.

En 480 caractères

Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue, par ses analyses et ses propositions, à l'action publique et éclaire le débat. Elle réalise des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité. Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement.

Les résultats de ses travaux s'adressent aux pouvoirs publics et aux citoyens.

En 1000 caractères

Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue, par ses analyses et ses propositions, à l'action publique et éclaire le débat. Elle réalise des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité. Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement.

France Stratégie remet aux pouvoirs publics et fait connaître aux citoyens des études sous forme de rapports, notes d'analyse, documents de travail. France Stratégie est aussi un lieu de débat et de concertation qui permet d'associer à ses résultats les acteurs concernés. Plus de 60 événements ont été organisés en 2018. France Stratégie réalise des diagnostics, des exercices de prospective, et formule des propositions de politiques publiques dans ses domaines de compétences : économie, société et politiques sociales, travail, emploi et compétences, développement durable et numérique. Aussi souvent que possible, ses études prennent en compte les dimensions territoriales des sujets traités, et les expériences étrangères.

En 1200 caractères

Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue, par ses analyses et ses propositions, à l'action publique et éclaire le débat. Elle réalise des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité. Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement. France Stratégie remet aux pouvoirs publics et fait connaître aux citoyens des études sous forme de rapports, notes d'analyse, documents de travail. France Stratégie est aussi un lieu de débat et de concertation qui permet d'associer à ses résultats les acteurs concernés.

Pour mener à bien ses missions, une équipe de plus de 50 experts, dont 13 conseillers scientifiques, est mobilisée pour :

- Eclairer le débat public

- Contribuer à l'action publique
- Evaluer les politiques publiques

France Stratégie coordonne également un réseau de huit organismes : le Conseil d'analyse économique (CAE), le Conseil d'orientation des retraites (COR), le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE), le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), le Haut Conseil pour le climat (HCC), le Haut Conseil du financement de la protection sociale (HCFi-PS) et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

Aussi souvent que possible, ses études prennent en compte les dimensions territoriales des sujets traités, et les expériences étrangères.

Description complète :

Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue, par ses analyses et ses propositions, à l'action publique et éclaire le débat. Elle réalise des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité. Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement.

France Stratégie remet aux pouvoirs publics et fait connaître aux citoyens des études sous forme de rapports, notes d'analyse, documents de travail. France Stratégie est aussi un lieu de débat et de concertation qui permet d'associer à ses résultats les acteurs concernés. Plus de 60 événements ont été organisés en 2018. France Stratégie réalise des diagnostics, des exercices de prospective, et formule des propositions de politiques publiques dans ses domaines de compétences : économie, société et politiques sociales, travail, emploi et compétences, développement durable et numérique. Aussi souvent que possible, ses études prennent en compte les dimensions territoriales des sujets traités, et les expériences étrangères.

Pour mener à bien ses missions, une équipe de plus de 50 experts, dont 13 conseillers scientifiques, est mobilisée pour :

- **Eclairer le débat public** : Au-delà des exercices récurrents d'évaluation et des saisines, France Stratégie contribue au débat public en produisant des études originales qui formalisent des problématiques émergentes, proposent de nouveaux concepts ou outils statistiques, posent des diagnostics qui peuvent remettre en question des résultats tenus pour acquis et apportent des conclusions qui éclairent le débat public.
- **Contribuer à l'action publique** : transition vers une économie bas carbone, maîtrise de la trajectoire budgétaire et fiscale, retraites... pour définir l'action publique, le décideur a besoin d'un éclairage allant du diagnostic à la préconisation. À son initiative ou plus souvent à la demande du gouvernement, France Stratégie produit,

dans cette perspective, des études utiles. Parce que la prospective fait partie de son ADN, une partie notable d'entre elles porte sur le temps long.

- **Evaluer les politiques publiques** : France Stratégie coordonne les travaux d'évaluation ex post d'un certain nombre de politiques publiques et en rédige les avis. Elle a désormais un rôle affirmé dans le paysage de l'évaluation qui participe de sa marque de fabrique. La montée en puissance de cette partie de son activité en 2019 doit beaucoup aux résultats des travaux menés en 2018.

France Stratégie coordonne également un réseau de huit organismes : le Conseil d'analyse économique (CAE), le Conseil d'orientation des retraites (COR), le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE), le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), le Haut Conseil pour le climat (HCC), le Haut Conseil du financement de la protection sociale (HCFi-PS) et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).